

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p. 2 : International / p. 3 à 6 : Place au débat : Fédéralisme et discours d'E. Macron – Avez-vous remarqué : La Poste, la justice donne raison aux salariés / p.7 : Actu sociale : Politique régionale de transport ferroviaire : l'impasse de la concurrence / p.8 : Coup de gueule : Mieux vaut rouge que vert.



Dans quelques mois auront lieu les prochaines élections présidentielle et législatives.

Déjà plusieurs candidats ont fait savoir qu'ils étaient prêts à se lancer. S'il ne l'a pas annoncé officiellement, le discours d'autojustification prononcé le 12 juillet par

Emmanuel Macron ne laisse aucun doute sur sa volonté de rempiler pour un nouveau mandat de cinq ans. Histoire de casser un peu plus les fondements même de notre démocratie et de notre pacte social et, en même temps, de prolonger son immunité personnelle au moment où certains de ses ministres risquent de se voir poursuivis devant la Cour de justice de la République pour leur gestion calamiteuse de la crise sanitaire et où l'ensemble du gouvernement ressemble de plus en plus à une association de malfaiteurs : ministre de la justice mis en examen, président de l'Assemblée Nationale mis en examen, ministre de l'intérieur faisant l'objet d'une enquête pour suspicion de viol, ministre du budget visé par une enquête pour corruption et prise illégale d'intérêts, ministre du commerce sous enquête pour abus de confiance... Allez, accordons la présomption d'innocence ! Cependant, on ne regrettera pas le départ annoncé de Jérôme Salomon, actuel directeur général de la santé, dont les décisions ont pesé lourd au tout début de la crise sanitaire, concernant notamment les masques.

Macron ne s'est pas contenté de justifier son action. Il nous a aussi montré que son crédo libéral n'avait pas bougé d'un iota depuis son élection. Ni la révolte des gilets jaunes, ni la mobilisation contre la réforme des

retraites, ni la pandémie n'ont le moindre poids sur ses décisions. Au contraire, il en veut toujours plus, obnubilé par le désir de complaire à ses maîtres, chantres de la finance. Ceux-là même qui se sont copieusement enrichis du fait de la crise alors que des millions de salariés basculaient dans la pauvreté. Face à ce crédo libéral, la gauche tant politique que syndicale peine à définir un projet en phase avec les aspirations populaires et capable de mobiliser les électeurs qui se sont massivement abstenus lors des dernières élections départementales et régionales.

Mais si l'élection présidentielle a lieu dans quelques mois, **les menaces sur le pacte social, elles, se font clairement sentir dès aujourd'hui.** Surtout les mesures anti-sociales continuent de pleuvoir. Le décret sur l'indemnisation du chômage, quoique partiellement retoqué par le Conseil d'Etat, va accentuer fortement le nombre de personnes sans droits qui vont devoir s'inscrire aux restos du cœur.

Macron l'a dit : il n'a pas renoncé à sa réforme des retraites. Derrière les artifices et la prétendue recherche de l'égalité, le but poursuivi est un nouvel abaissement généralisé du montant des pensions. Lors de son intervention, Macron a fait référence à des « situations de rentes ». Croyez-vous qu'il s'agissait d'une prise de conscience du « Jupiter » sur les rentes des actionnaires qui ont largement profité de la crise, en plus de leur habituelle logique de rentabilité ? Que nenni ! Il s'agit de s'en prendre aux emplois à statut : fonctionnaires, agents publics, salariés protégés par les conventions collectives. Depuis le début de cette crise, ce sont les salariés qui paient, ce sont eux qui sont

menacés dans leur sécurité d'emploi -bonjour la loi d'urgence !- et il n'est pas question que ça change... si ce n'est en pire.

Au gouvernement, le ministre de l'économie le répète à satiété : le « quoi qu'il en coûte » devra être remboursé sans faire appel à une augmentation des impôts. Entendez par là que ni les plus riches ni les entreprises ne seront mises à contribution. Ce seront donc bien toujours les mêmes qui devront sortir leur porte-monnaie. A ce train-là, faute de débouchés, les entreprises petites et moyennes déjà fortement impactées par la crise sanitaire risquent de ne pas survivre, nourrissant encore un peu plus les listes de Pôle Emploi.

Face à cette casse délibérée du modèle social français, il est temps que la gauche abandonne

sa course effrénée au « plus écolo que moi tu meurs » et trouve enfin des réponses concrètes aux problèmes de nos compatriotes : la sécurité, le chômage, la précarité, la hausse des salaires, la laïcité, les services publics...

Ce n'est qu'à ce prix qu'elle retrouvera la confiance des électeurs et mettra fin à l'abstention généralisée.

L'enjeu essentiel ce n'est pas l'élection présidentielle, c'est la capacité de la gauche à se reconstruire, à retrouver le chemin de la « 1^{ère} gauche », celle qui connaît le sens des mots et le poids des actions et lui a permis d'engranger les victoires comme en 1981.

Marinette BACHE

INTERNATIONAL

Biden ou Trump, l'Amérique latine et les Caraïbes continuent à souffrir de l'action des Etats-Unis. La visite du chef de la CIA en Colombie visait à relancer la déstabilisation du Venezuela et de Haïti. (*Merci à Thierry Deronne pour les sources*)

Venezuela / Colombie : Trois paramilitaires colombiens ont été arrêtés lors de l'opération policière contre les bandes terroristes financées par la droite de Guaidó dans les barrios de Caracas. Guaidó, qui s'était autoproclamé président du Venezuela, a été lâché par les libéraux européens alors que les Etats-Unis et la Colombie continuent de le soutenir bien que ce « démocrate à l'américaine » s'appuie sur les narcotrafiquants paramilitaires "Los rastrojos". Les héritiers d'Uribe, le précédent président colombien, libéral convaincu -et proche de Pablo Escobar- ne s'adonnent pas seulement au massacre quotidien de militants sociaux en Colombie mais pratiquent aussi une « industrie » d'exportation de militaires formés à la guerre irrégulière, comme sous-traitants des déstabilisations impérialistes, souvent avec la complicité active des Etats-Unis. Par ailleurs l'USAID (façade "humanitaire" de la CIA) affirme "ignorer" quel usage Guaidó et le reste de la droite vénézuélienne ont fait des millions de dollars versés au titre d'aide humanitaire" : <https://www.redpres.com/t38615-la-usaid-dice-desconocer-destino-de-recursos-otorgados-a-guaido-y-oposicion-para-la-ayuda-humanitaria-a-venezolanos>

Haïti : Les mercenaires ou militaires actifs colombo-états-uniens qui ont assassiné le Président haïtien sur commande des États-Unis ont été recrutés par une entreprise enregistrée en Floride, appartenant à un acolyte de l'extrême droitier vénézuélien Juan Guaidó.

Cuba : Ignacio Ramonet sur la situation à Cuba : "Aucun doute, il s'agit de quelque chose de prémédité et toute l'artillerie des réseaux sociaux a été mise en branle à partir d'une petite dose de réalité pour lancer un scénario absolument apocalyptique, étranger à la réalité du terrain". L'épuisement des secteurs sociaux les plus vulnérables au blocus renforcé par Biden, ajouté au bombardement des réseaux sociaux/médias, ont fourni une base politique à ceux qui veulent restaurer le libéralisme pro-US. L'expert espagnol en réseaux sociaux Julian Macias Tovar a réalisé un graphique de la "blitzkrieg 2.0" utilisée à Cuba. Des centaines de milliers de tweets générés par des bots récemment créés sur Twitter. Tovar avait annoncé ce "Plan Condor 2.0" il y a quelques semaines : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2021/05/28/der>

Les médias privés, dont le Financial Times, Fox News, le New York Times et le Guardian, ont utilisé une photo d'un rassemblement Pro-gouvernement cubain pour illustrer les manifestations anti-gouvernementales. D'autres médias (El Pais, etc..) ont utilisé des photos de répression en Colombie, au Chili, ou même une foule défilant au Caire pour en faire une "marche d'opposants au régime cubain"...

<https://twitter.com/i/status/1414681797212913666>

PLACE AU DEBAT

Fédéralisme et discours dE. Macron du 12 juillet

Par Jean-Claude CHAILLEY

Contesté à droite comme à gauche, affaibli par son score de 3% des inscrits aux Régionales, Emmanuel Macron était obligé de s'exprimer. Il a passé une bonne partie de son discours au Covid, à l'autosatisfaction, à une « com » anesthésiante.

Mais ce qu'il a omis est le plus important : la mise en œuvre du fédéralisme européen sous couvert de relance européenne, de transition écologique. Les peuples doivent l'ignorer.

Le Covid : diviser pour mieux régner.

La manœuvre politicienne dE. Macron a été de toute évidence décidée en catastrophe : le calendrier inepte annoncé fort solennellement par Emmanuel Macron le 12 juillet à 20 heures est remis en cause dès 8H30 le lendemain matin par Olivier Véran.

C'est une manœuvre de division entre ceux / celles qui sont pour la vaccination et ceux qui ne le sont pas ; entre ceux qui sont pour l'obligation et ceux qui ne le sont pas. Entre ceux qui sont pour les sanctions et ceux qui ne le sont pas ; entre les Antivax style Trump, Bolsonaro, FN, et ceux qui ont peur pour eux ou pour leurs enfants ; entre ceux qui ont confiance dans le vaccin et ceux qui n'ont pas confiance tant de mensonges ayant été prononcés...

Emmanuel Macron et l'Union européenne refusent le vrai remède contre le Covid et ses variants : la levée des brevets pour vacciner le monde entier !

On va de variant en variant, de vague en vague, avec des morts, avec des dégâts économiques et sociaux majeurs dans le monde entier. On vit sous la menace d'un nouveau variant, encore plus grave, qui pourrait attaquer les jeunes, les enfants...

Le seul moyen d'enrayer ces vagues successives c'est de vacciner l'ensemble de la population mondiale. Il faut lever les brevets, réquisitionner si nécessaire les entreprises qui peuvent fabriquer les vaccins.

M. Macron, comme l'Union européenne, comme l'OMC, s'y refuse. Leur priorité c'est de sécuriser les profits de Pfizer et autres. Une 3^{ème} dose, fort rentable, est déjà en cours de prescription.

Au lieu de lever les brevets ils pratiquent la charité, sur fond de rivalités géostratégiques. Résultat, conforme aux conclusions du sommet européen des 24 et 25 juin : « nous allons devoir vivre (mal vivre, voire mourir) avec le virus », alors que la science donne des moyens de lutte efficaces.

La responsabilité dE. Macron, de l'Union européenne, de la mondialisation libérale, dans la double crise sanitaire et économique, est accablante.

L'autosatisfaction d'E. Macron ne repose sur aucune réalité.

M. Macron se flatte « d'avoir largement préservé l'instruction, d'avoir fait le maximum pour l'avenir de nos enfants et de notre jeunesse ». On croit rêver !

Quant au **chômage** : 6 millions d'inscrits à Pôle emploi pour les seules catégories A, B, C. Voilà le résultat des éternelles politiques dites « pour l'emploi » des gouvernements successifs.

En 2020 le **PIB** de la zone euro a chuté de **6,8 % dans la zone euro, mais de 8,3 % en France.** L'effet des gigantesques aides aux entreprises se voit plus dans les dividendes, dans l'augmentation du nombre de milliardaires, que dans l'emploi.

L'argent a coulé à flots, ce qui a permis à la France « **d'être le pays le plus attractif d'Europe** », d'autant plus « attractif » qu'E. Macron entend nous faire rembourser la dette par l'austérité, ce qui a déjà été voté et mis en application pour la dette sociale Covid

M. Macron omet d'évoquer sa responsabilité dans la casse du code du travail : ses recommandations dans la Commission Attali, sa participation dans le quinquennat Hollande,

puis ses lois en tant que Président de la République. Il a favorisé les licenciements, instauré la possibilité de baisser les salaires. Exemple ADP qui veut imposer un PSE + une baisse des salaires, ce qu'E. Macron a rendu légal.

« L'équilibre entre protection **et libertés** » se concrétise par un rétrécissement des libertés, du droit de grève, du droit de manifestation, Décorer de la **Légion d'honneur le trop célèbre préfet Lallement** est pure provocation, un gage pour le MEDEF, LR et le FN.

Pure provocation également **l'éternel hommage « à l'engagement exceptionnel de nos soignants »** tant le manque de personnels, la coupe permanente des budgets, sont criants.

L'avenir vu par E. Macron, dans le cadre de la politique libérale de l'Union européenne

Le discours d'E. Macron s'inscrit dans le Programme de stabilité 2021 – 2027 soumis à la Commission européenne dès avril (voir Résistance sociale de juin)

« Baisse des impôts de production et de l'impôt sur les sociétés »

Les entreprises bénéficiaient – avant Covid – de près de 200 milliards d'aides dont près de 70 Milliards d'exonérations de cotisations sociales. Résultat : désindustrialisation et chômage. Accros aux aides elles demandent encore des dizaines de milliards au motif « *qu'elles courent un marathon avec un sac de 50 kilos sur le dos* »... et exigent des coupes sur les dépenses publiques, dans un processus sans fin.

« La priorité de la sortie de crise sera donc la même que depuis le début du quinquennat : le travail et le mérite ». « La seule solution est de continuer à bousculer le système et les positions établies, les rentes, les statuts »

Traduction : poursuite de la casse du code du travail et des garanties collectives, individualisation, public comme privé, facilitation des licenciements, de la baisse des salaires.

Le terme « rente » est ambigu. Il ne s'agit pas de s'en prendre aux actionnaires mais de « rincer » ceux qui ont quelques économies sur le livret A ou l'assurance vie.

« Responsabiliser les chômeurs ». « C'est pour cela que la réforme de l'assurance chômage sera pleinement mise en œuvre dès le 1er octobre ».

Au lieu d'interdire les licenciements dans les entreprises aidées, qui versent des dividendes, cf « plus jamais ça », il maintient l'application de sa honteuse réforme au 1^{er} octobre pour récupérer, sur le papier, 1,5 milliard. En réalité en faisant baisser la consommation il abaisse les rentrées fiscales et sociales.

« Pour notre jeunesse, nous devons continuer d'investir. Investir dans la petite enfance et dans l'éducation »

L'accumulation des réformes dont Parcoursup, la loi ESR, la quasi suppression de bac, entraînent l'éducation et la recherche dans une descente aux enfers au fond des classements mondiaux.

Ils osent sacrifier les générations futures – et la compétitivité - au nom de leur dogme libéral de baisse des « dépenses publiques » et des salaires.

Quant aux jeunes qui ont quitté l'enseignement, les succédanés ne peuvent masquer une immense galère pour trouver un vrai emploi avec un vrai salaire, même au-dessous de leur qualification.

« La nouvelle génération doit déjà assumer la dette écologique » ; c'est tout ce qu'Emmanuel Macron a à dire sur l'écologie, mais **c'est un silence assourdissant !**

Il entend attiser la guerre des générations comme sur les retraites. Pourtant la destruction de la planète sous toutes les formes, y compris par les guerres permanentes, est-elle un fait des « générations » successives ou du capitalisme ?

Quant aux dépenses **la fiscalité écologique est déjà massive**, même si les évaluations varient selon les définitions : 51 milliards en 2016 (ministère de l'écologie), voire

65 milliards (Commission des finances de l'Assemblée nationale) ; 43 milliards dans le projet de loi de finances 2021, bien plus que la totalité de l'impôt sur les sociétés.

La discrétion sur la transition écologique d'E. Macron a une explication : avec le « green deal européen », la « mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe », la transition écologique est transférée pour l'essentiel à Bruxelles. Sur nombre d'enjeux de la loi climat la ministre Pompili a renvoyé aux « négociations avec Bruxelles »

40 des 100 milliards du plan de relance français sont financés dans le cadre du plan de relance européen, de son emprunt de 750 Milliards sur les marchés. Les 40 Milliards sont consacrés à la transition écologique, car le terme consensuel « écologie » masque le but essentiel : le fédéralisme.

La France est perdante avec cet emprunt : elle emprunte en gros à taux 0, alors qu'elle devra rembourser dans les 60 milliards. 20 milliards qui manqueront aux services publics, à l'hôpital public.

Raison de l'accord d'E. Macron : c'est un saut fédéraliste qui pour la 1^{ère} fois fait consensus dans l'Union européenne, l'Allemagne y trouvant pour la 1^{ère} fois son avantage, comme l'Italie et l'Espagne, mais au détriment de la France.

Le caractère fédéraliste c'est que les projets doivent être approuvés par Bruxelles. Ils sont sous son contrôle direct. Or si la transition écologique est nécessaire (au niveau mondial), le libéralisme ne peut que conduire à l'échec.

On ne va pas recommencer avec l'écologie comme avec Thatcher : TINA, « il n'y a pas d'alternative » à ma politique. La transition écologique ne passe pas par le libéralisme débridé qui oppose tous les jours « la fin du mois et la fin du monde »

« Moins dépendre de l'étranger »... alors qu'E. Macron est chaud partisan du fédéralisme européen !

Pour Macron (mais aussi l'UDI, LR, ...) lorsqu'il parle de relocalisation, c'est en France ou en Europe, de surcroît dans le cadre de la lutte contre la Russie et la Chine menée par Trump, accentuée par Biden.

C'est à l'UE qu'a été confiée la gestion du Covid, avec le fiasco dû à sa politique libérale qu'on constate depuis le début et qui se poursuit. Forte de son échec l'UE veut s'approprier la santé qui est une compétence nationale !

L'adoption du plan de relance européen, l'emprunt de 750 milliards, a été saluée par l'Élysée de « **Jour historique pour l'Europe !** ». **Et c'est malheureusement exact.**

La transition écologique pilotée par Bruxelles est le couronnement du fédéralisme car elle couvre tous les domaines de la vie économique et sociale, complétant l'immense législation déjà existante, mais pas toujours respectée comme les « critères de Maastricht » ou du TSCG.

En outre **la BCE sous la conduite de Mme Lagarde** – dont on se rappelle le rôle dans la troïka qui a mis à genoux la Grèce lorsqu'elle était à la tête du FMI – s'arroge également le pouvoir d'agir en toute indépendance des peuples sur sa façon (libérale) d'influer sur la transition écologique en satisfaisant les marchés financiers.

Le Fédéralisme européen est verrouillé par le Green deal :

Pour la Commission européenne le Green deal, le Pacte vert, « **est l'occasion de bâtir un nouveau modèle économique** » qui couvre « **tous les secteurs de l'économie** ».

Grand emprunt de 750 Md, Green deal, revue stratégique de la BCE, **c'est le fédéralisme européen, libéral, autoritaire, privant les peuples de toutes souveraineté nationale et populaire, qui se verrouille.**

Bientôt il y aura autant d'abstentions aux présidentielles qu'aux régionales car il n'y aura pratiquement plus rien à décider en France.

« Je ne laisserai pas filer la dette ». « Pas de hausse d'impôt »

La dette – qui est approximativement le cumul 2003 – 2019 des aides aux entreprises – est le prétexte à toutes les régressions sociales.

Le « pas de hausse d'impôts » peut continuer à se faire par la baisse des impôts de production, des impôts sur les sociétés, des cotisations sociales « patronales »,...et des avalanches de taxes « écologiques » ou autres (CSG, CRDS, ...) qui frappent les ménages.

« Nous avons vu la force durant cette crise de notre modèle social,.. »

Pure hypocrisie : ce qui reste de notre modèle social – il y a beaucoup à reconquérir – c'est grâce aux luttes contrE. Macron et ses pareils.

Il s'attaque à EDF avec la réforme Hercule, à la SNCF alors que les exigences écologiques nécessitent un grand plan de développement du fret, il continue à casser les services publics, l'hôpital public, il entend reprendre la réforme des retraites..., le tout dans le cadre du programme de stabilité 2021 – 2027 soumis à Bruxelles.

Macron et le MEDEF ont peur du mouvement social.

Le MEDEF notamment a demandé à ne pas reprendre maintenant la réforme des retraites -qu'il juge pourtant indispensable -. Macron s'exécute. Il y a de multiples mobilisations locales, souvent des grèves reconductibles. L'abstention de 70 % aux régionales n'est pas de l'indifférence, mais une expression de mécontentement. Dans toute élection il y a la possibilité de dire « je ne prends pas part au vote » si on juge que les dés sont pipés.

Ils ont peur que l'abstention se transforme en un mouvement social de masse spontané et incontrôlable.

La période qui s'annonce est pleine de dangers, mais elle peut aussi être porteuse d'espoir.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

Quand la justice donne raison aux salariés

Par Pierre-Yves MESCOFF

Les postiers de Gramat (46) sont en grève depuis le 27 mai pour obtenir l'amélioration du service public postal. Depuis le 2 juin, les syndicats ont saisi la préfecture pour une médiation, afin de sortir de l'impasse dans laquelle la Poste s'enferme. Les agents demandent : la mise en adéquation des effectifs avec la charge de travail en commençant par l'embauche des salariés en contrat précaire ainsi que l'arrêt de la réorganisation qui entraîne une dégradation des conditions de travail. Après plusieurs manifestations à Gramat, Cahors, et malgré un large soutien de la population locale, la Poste est restée sourde à toutes revendications. C'est au 43e jour de grève des postiers de Gramat, grâce à leur détermination sans faille, et avec l'appui de syndicalistes de l'interpro que le jeudi 8 juillet après un rassemblement au centre de tri départemental, la Poste a été contrainte d'accepter la médiation. Vendredi 9 juillet à midi, 7 postiers de Gramat étaient assignés au tribunal de Cahors le 15 juillet à 11h pour « blocage du bureau de poste de Gramat ». Alors que la médiation a débuté lundi 12 juillet, la Poste a volontairement refusé de retirer l'assignation en justice des 7 grévistes, prolongeant ainsi le conflit. **Le 15 juillet, justice a été rendue et donne raison aux postiers en grève** : la Poste a été déboutée de toutes ses demandes, notamment celle de pouvoir rendre une décision d'expulsion par anticipation, à toute forme de « blocage » par des grévistes ou usagers devant la Poste. Enfin, la Poste a été condamnée à payer 150 € à chaque facteur assigné au titre de l'article 700 !

ACTUALITE SOCIALE

Politique régionale de transport ferroviaire : l'impasse de la concurrence

Par Hugo PROD'HOMME

Le transport ferroviaire, comme tout ce qu'on appelle les industries de réseaux (télécommunications, transports, énergie...), est tancé par l'Union Européenne depuis les années 1980 pour son manque de concurrence. Il faudrait que les « consommateurs » (ces gens-là ne comprennent pas la notion d'« usager » d'un service public) puissent choisir parmi plusieurs offres de transport ferroviaire et choisir celui qui donne un rapport qualité/prix le plus attractif. Ainsi, les entreprises seraient encouragées à améliorer la qualité ou baisser le prix.

C'est là l'essentiel du dogme néo-libéral qui inspire tant de politiques européennes que les États-nations adoptent sans broncher. C'est la compétition qui permet au marché de bien fonctionner, et surtout pas la coopération, surtout pas la mise en commun ou l'aide de l'État ! C'est ainsi que la direction de la concurrence a pris tant d'ampleur au sein de la Commission européenne, et que de nombreux fleurons nationaux réfléchissent leur stratégie en fonction de ce que la Commission peut accepter. Voilà pourquoi les dirigeants des grandes entreprises européennes préfèrent fusionner avec les entreprises états-uniennes ou asiatiques : si elles fusionnent entre européens, la Commission européenne (comme pour l'alliance Alstom-Siemens) risque de poser son veto ! Pas de champions européens à l'horizon avec cette politique, seulement une fuite vers l'extérieur de nos cerveaux, de nos innovations, et de nos emplois !

Dans le domaine ferroviaire, la concurrence se heurte à un os : on ne peut physiquement pas avoir une dizaine d'entreprises qui se fassent concurrence sur le Lille-Amiens de 7h ! Alors, avec la réforme de 2018, on a imaginé un système d'enchères, où des entreprises répondraient à des appels d'offre pour chaque ligne de train régional. Pour les grandes lignes de TGV, on donnerait aux entreprises volontaires des créneaux pour concurrencer la SNCF. Pour les lignes TER, on donnerait aux Régions (qui payaient déjà le renouvellement des flottes) la possibilité de mettre en concurrence des lignes, *les salariés de la SNCF perdraient leur statut* et pourraient être transférables d'une entreprise à l'autre. Et on laisserait n'importe quelle entreprise gérer telle ou telle ligne. C'est ce que se sont empressés de faire certains présidents de Région depuis un an, et notamment Xavier Bertrand dans les Hauts-de-France.

Deux problèmes se posent.

D'abord, ce mécanisme d'enchères sur des lignes spécifiques va à l'encontre de ce que la SNCF a toujours réussi à faire : la solidarité entre les lignes. En effet, cela ne surprend personne, mais il y a des lignes rentables, et d'autres pas. Tant que c'est la SNCF qui les gère toutes, elle peut plus ou moins compenser les pertes par les gains. Avec une ouverture à la concurrence, la seule conséquence possible est que des opérateurs privés

(ou étrangers) enchérissent à qui mieux mieux sur les lignes les plus rentables en les proposant à un coût plus faible que la SNCF. Par contre, personne ne viendra concurrencer la SNCF sur les lignes non rentables qu'elle sera obligée, légalement, de continuer à gérer. La SNCF devra soit baisser ses marges sur les lignes rentables soit perdre ces lignes, et continuer à gérer les lignes qui perdent de l'argent. Les conséquences, quand un service public est dit « trop coûteux », on les connaît : restructuration, privatisation, et abandon des services publics de proximité. Edouard Philippe avait beau dire durant le débat parlementaire que les petites lignes de proximité ne fermeraient pas, il ne fait qu'organiser leur mise au pilori. Dans dix ans, les mêmes énarques bien-pensant nous diront « les finances publiques sont au plus bas, nous devons couper dans les dépenses inutiles ». Et on pourra dire adieu à nos transports de proximité.

Deuxième problème : personne ne vient concurrencer la SNCF ! Depuis le début de la mise en concurrence à différentes échelles (TER, TGV, intercités etc.), la mise en concurrence est un échec ! Les Régions et le ministère des transports ont créé des mastodontes bureaucratiques pour gérer les appels d'offre, ont mis les cheminots dans la rue des semaines durant, ont cassé l'idée de service public, tout cela pour quoi ? Rien du tout. La SNCF fait globalement plutôt bien son travail et les opérateurs privés (ou étrangers) ne trouvent pour l'instant aucun intérêt à essayer de lui prendre ses parts de marché. L'idée reçue de des opérateurs privés qui seraient forcément plus efficaces et moins chers que l'opérateur historique n'est que cela : une idée reçue ! Un dogme qui régit nos politiques publiques, qui démantèle notre État, nos politiques publiques et nos fleurons industriels, alors même que nous subissons chaque jour les assauts de la mondialisation.

Alors arrêtons les frais, stoppons ces idées idiotes de concurrence et réfléchissons plutôt aux solutions réelles pour augmenter le trafic ferroviaire (des personnes et des marchandises, le fret, actuellement en concurrence, étant rachitique) et permettre aux Français de continuer à être les plus grands passagers d'Europe (sans concurrence) !

COUP DE GUEULE

Mieux vaut rouge que vert !

Par Denis COLLIN

Plus personne n'ose se présenter devant les électeurs sans affirmer, des trémolos dans la voix, son engagement plein et entier dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour organiser « la transition énergétique ». L'écologie a donc triomphé ? En réalité, nous sommes confrontés à une vaste entreprise propagandiste, parfaitement conforme aux grandes figures de l'idéologie dominante, qui n'est jamais que l'idéologie de la classe dominante, et qui sert parfaitement les intérêts des grandes puissances capitalistes, financières ou étatiques.

La seule question intéressante pour nous, humains, est de savoir comment nous pouvons préserver, aussi longtemps que possible le milieu naturel dans lequel nous vivons. Il faut méditer cette phrase de Marx qui considère que « la nature est le corps non organique de l'homme ». C'est le seul point de vue humaniste (« anthropocentré ») possible. Or l'écologie politique est le plus souvent radicalement antihumaniste. Il nous faudrait alors séparer clairement ce qui dépend de nous et ce qui ne dépend pas de nous. Comparé au climat des hommes qui ont peint les grottes de Lascaux, notre climat a profondément changé et le « réchauffement » ne date pas d'hier et pour l'essentiel l'activité humaine y est étrangère. De même que le mini-âge glaciaire qui commence après l'an mille et transforme le vert Groenland en continent de glace et de neige n'est pas dû aux éleveurs de vaches scandinaves qui s'y étaient installés. En revanche, la pollution des eaux et de l'air dépend largement de nous, comme dépend de nous l'artificialisation croissante des sols, l'épuisement des ressources naturelles possibles, la destruction des insectes par les insecticides et autres pesticides, etc. Ce qui dépend de nous est ce qui dépend de notre mode de production, c'est-à-dire de la manière dont les hommes se rapportent à la nature extérieure et à leur propre

nature dans la production des conditions de leur vie et donc de leur vie elle-même.

Si on prend au sérieux les questions liées à la manière dont l'homme habite la Terre, à ce que Berque appelle écoumène, on ne peut éviter de revenir à Marx et à la nécessaire transformation radicale des rapports de production. Que produit le mode de production capitaliste ? Non pas des richesses utiles à l'homme mais d'abord de la valeur qui doit se valoriser. Et son principe fondamental est l'accumulation illimitée du capital. Ce processus, comme le montre Marx, conduit à la destruction des deux sources de la richesse, la Terre et le travail.

Autrement dit, la défense des conditions naturelles de la vie humaine est une part de la lutte séculaire des travailleurs contre le capital et il n'y a rien de sérieux à attendre de l'environnementalisme, du naturalisme, de l'écologisme profond ou superficiel porté par les EELV, pas plus que des « extinction rébellion » et autres disciples hallucinés de Mlle Thunberg. Ils sont simplement des candidats au rôle de béquille du capital, comme le montre à l'envi l'exemple des « Grünen » en Allemagne. Et il n'y aura pas d'alternative à Macron tant qu'on ne se débarrassera pas de ces macronistes repeints en vert.

VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)